

Mésaventures

Al-Balagh, 17 mars 1946.

Voici des épreuves dont les Égyptiens devraient rire, car elles ne dureront pas, quels que soient les efforts déployés pour les prolonger. Elles ne dureront pas, car elles vont à l'encontre de la nature des choses, à l'encontre de la logique de la vie, à l'encontre des faits avérés. Et elles montrent que ceux qui les imposent au peuple demeurent, malgré leur instruction moderne et leur immersion dans la culture moderne, de simples novices encore — car tout ce savoir ne leur a été d'aucun secours, puisqu'ils s'aiment eux-mêmes plus qu'ils n'aiment autrui, et préfèrent l'avantage immédiat à l'avantage différé, et ne veulent que vivre et jouir, même si le déluge devait les suivre, oubliant le passé et ne songeant point à l'avenir, découpant le présent de ce qui le précède et de ce qui le suit, et vivant comme le dit l'ancien poète :

*Ce qui est passé est passé, et ce qu'on espère demeure invisible ; à toi
n'appartient que l'heure où tu te trouves.*

Cette folie pourrait s'excuser chez un individu qui ne pense qu'à lui-même et ne travaille que pour lui-même ; il découpe sa vie de ce qui l'a précédée et de ce qui la suivra, et arrache aux plaisirs de l'existence ce qui lui procure ce bonheur insensé durant les jours qui lui sont accordés, puis il meurt après avoir goûté tout chemin vers la jouissance qu'il a trouvé, laissant à Dieu seul le soin de l'avenir, à Lui qui seul connaît l'invisible et ne partage cette connaissance avec personne. Cette folie est possible chez l'individu qui vit pour lui-même et travaille pour lui-même ; mais ceux qui assument les charges du gouvernement, qui dirigent les affaires des nations et veillent aux intérêts des peuples, doivent à ces peuples certaines obligations qui les contraignent à songer à hier, à en tirer les leçons et les dures expériences, et à songer à demain, et à s'y préparer — car la vie des nations est bien plus longue que la vie des individus, et parce que la disparition d'une génération ne signifie pas la disparition du peuple, mais seulement la fin d'une phase très brève de la vie collective et l'arrivée d'une autre phase, suivie encore d'autres phases. Ceux qui assument les charges du gouvernement doivent considérer tout cela et le peser, et travailler pour le peuple, car le peuple vit éternellement, même si ces hommes croient qu'eux-mêmes mourront demain.

Tout ceci est élémentaire, et il n'aurait dû incomber ni à nous ni à personne d'autre de le soulever ou d'en discuter ; mais la malchance en a voulu autrement — et combien souvent la malchance veut que les gens soient contraints de recommencer, et de répéter, l'exposé des choses élémentaires.

Les Égyptiens ont lu que le ministre britannique des Affaires étrangères s'est adressé à la Chambre des communes britannique jeudi, déclarant que le gouvernement britannique verrait avec déplaisir la conclusion d'un accord entre la Russie et l'Iran sous l'influence de la pression née de l'occupation russe persistante du territoire iranien. Or, si Sidqi Pacha et ses collègues qui partagent avec lui les charges du gouvernement, et ses autres collègues qui souhaitent partager avec lui les charges de la négociation — si tous ces messieurs pesaient la nature des choses, la logique de la vie et les faits avérés, et pensaient à l'Égypte plus qu'à eux-mêmes, ils auraient pris, à l'égard de cette déclaration faite par M. Bevin à la Chambre des communes britannique, une position de la plus haute gravité, une position qui aurait fait battre le cœur du peuple, revivifié ses espoirs, et multiplié son énergie.

Le gouvernement britannique s'inquiète qu'un accord puisse être conclu entre la Russie et l'Iran à l'ombre de l'occupation russe du territoire iranien. Et le gouvernement britannique, au même moment, se prépare à négocier avec le gouvernement égyptien — pour amender le traité signé il y a dix ans, si l'on en croit les mémorandums officiels et le Premier ministre, ou pour conclure un nouveau traité, si l'on suit ce qu'a déclaré le ministre des Affaires étrangères devant la Chambre des députés, à savoir que le traité est devenu caduc parce qu'il n'a plus d'objet.

Le gouvernement britannique se prépare à cette négociation tandis que l'occupation britannique demeure ferme en Égypte, enveloppant la vallée de l'est et de l'ouest, du nord et du sud, et les Égyptiens en voient les manifestations odieuses dans les villes et les villages, dans les rues, les clubs, les terrains de jeu et les cafés — ils ne peuvent se réunir dans une seule de leurs villes pour exprimer une opinion ou revendiquer un droit sans voir les manifestations et les réalités amères, douloureuses et humiliantes de cette occupation, réalités qui font honte à toute dignité nationale, et qui parfois ne reculent pas devant le sang égyptien versé, pour en réclamer ensuite réparation.

Le gouvernement britannique se prépare à négocier avec l'Égypte l'amendement du traité ou la conclusion d'un nouveau traité, tandis que l'occupation britannique demeure et contraint l'Égypte à être disciplinée, bien élevée, obéissante — à ne parler que dans une juste mesure, à n'agir que dans une juste mesure, à ne s'agiter que pour réclamer nourriture et boisson et à se contenter des amusements et des jeux qu'on lui offre. Et le gouvernement britannique, au même moment, s'inquiète qu'un accord puisse être conclu entre la Russie et l'Iran sous l'influence de la pression née de l'occupation russe du territoire iranien.

Et le gouvernement égyptien lit ces propos, et passe rapidement outre ; et les négociateurs égyptiens lisent ces propos, et passent rapidement outre eux aussi, car ils ont décidé d'être des hommes libres en entrant dans les négociations — comme s'il suffisait à un homme de décider qu'il est libre pour l'être réellement ! Et parce que le gouvernement britannique, ou l'un des ministres britanniques, a déclaré, au cours de quelque propos, que les négociations seraient libres. Comme si les Anglais n'avaient pas déjà déclaré, soixante fois et plus, qu'ils évacueraient l'Égypte ! Mais nos ministres égyptiens et les messieurs négociateurs passent rapidement outre cette déclaration, comme s'ils ne voyaient pas l'armée britannique dans les villes et les villages, comme s'ils ne savaient rien de ce qui s'est passé au Caire en février, et à Alexandrie en mars. Et qu'est-ce que cela leur importe ? Ils ont décidé qu'ils étaient libres, et libres ils le seront, s'il plaît à Dieu ; et il serait folie de demander que l'Égypte soit réellement libre avant le début des négociations, et que la Grande-Bretagne suive, avec l'Égypte, la même conduite qu'elle exige de la Russie à l'égard de l'Iran.

Nous ne devons pas demander cela à nos ministres, ni aux messieurs qui se joindront à eux dans les négociations, car nous leur imposerions une exigence au-delà de leurs forces. Il n'est pas possible que les Anglais évacuent l'Égypte avant les négociations, car les négociations prendront l'évacuation elle-même pour objet. Il n'est pas possible non plus que l'Égypte soit libre avant les négociations, car les négociations prendront la liberté même de l'Égypte pour objet de discussion, et Le Caire, Alexandrie et toute la vallée du Nil doivent demeurer en otage entre les mains des Anglais jusqu'à ce que les négociations soient achevées. Si les négociateurs égyptiens savent se montrer disciplinés, bien élevés, obéissants et soumis, les Anglais pourraient leur céder une part de ce qu'ils détiennent ; sinon l'otage demeure tel quel, et les armées britanniques continuent d'envelopper la vallée de l'est et de l'ouest, du

nord et du sud, occupant ses villes et ses villages, capables de faire usage des fusils et des mitrailleuses, voire des canons et des avions, si elles en ressentent le besoin.

Et malgré tout cela, je souhaite que les Égyptiens rient, car tout ceci n'est qu'une affaire grave, et si pénible qu'il nous soit de la supporter aujourd'hui, il n'y a aucun moyen qu'elle dure toujours. Le peuple égyptien doit être plus avisé que ses maîtres et ses chefs, et le peuple égyptien doit tirer les leçons du passé pour comprendre ce qui se passe à présent et se préparer à ce qui va venir. Le peuple égyptien a déjà été trompé deux fois, dans les deux guerres mondiales, par des vœux et des espoirs, par des engagements et des promesses ; qu'il prenne donc garde, et qu'il ne se laisse pas tromper une troisième fois — car cette troisième fois viendra, sans aucun doute.

Quant à demain, prétendent-ils — ou sinon, après-demain.

Et voici une autre affaire grave dont les Égyptiens devraient rire : notre Premier ministre Sidqi Pacha a déclaré au Sénat qu'il n'avait donné à la presse aucune des instructions mentionnées par le chef de l'opposition, et qu'il n'en avait donné aucune non plus aux hommes de la sécurité. C'était un lundi ; et lorsque vint le mercredi, les journalistes furent convoqués au ministère de l'Intérieur, où on leur lut une lettre de Sidqi Pacha, qui les saluait avec la plus grande chaleur, puis les pria de coopérer avec lui en s'abstenant de ceci et de cela, énumérant devant eux chacune des instructions qu'il avait niées, au Sénat, avoir jamais données à la presse ou aux hommes de la sécurité. Ainsi Sidqi Pacha nie au Sénat et avoue au ministère de l'Intérieur ; il donne de la main droite et reprend de la main gauche. Et il s'imagine que les journalistes sont de naïfs novices qui ne le comprennent pas et ne perçoivent pas ses intentions, et que le peuple égyptien est simple et incapable de saisir cette manœuvre, qui était habile il y a seize ans mais qui est devenue, de nos jours, si transparente qu'elle ne trompe plus personne.

Et voici une troisième affaire grave dont les Égyptiens devraient rire, car c'est un jeu futile entre les plus futiles, qui n'apporte rien à ses auteurs, et ne change rien aux réalités de la vie. Sidqi Pacha veut instruire les Égyptiens après leur ignorance, les nourrir après leur faim, les vêtir après leur nudité, et leur rendre une santé entière et un bien-être complet. Jadis, Sidqi Pacha a promis la même chose et n'a rien fait ; jadis, d'autres que Sidqi Pacha ont promis la même chose et n'ont rien fait non plus. Mais cette fois, Sidqi Pacha veut nous faire croire qu'il

fera réellement quelque chose, car on dit que Sidqi Pacha souhaite lancer un emprunt public de cinquante millions de livres pour combattre la pauvreté, l'ignorance et la maladie. Ce qui signifie que Sidqi Pacha veut créer une société pour combattre ces fléaux — et qu'est-ce qui l'en empêcherait, quand des sociétés se créent chaque jour en Égypte pour exploiter telle ou telle commodité de la vie ? Qu'une nouvelle société se crée donc pour exploiter la pauvreté, la maladie et l'ignorance ; que le gouvernement en soit le superviseur ; et que les poches des riches se remplissent aux dépens de l'homme affamé qui pourrait être nourri, du malade qui pourrait être guéri, et de l'ignorant qui pourrait être instruit.

Tout doit être exploité. Certains financiers — voire certains anciens ministres — n'ont-ils pas rappelé que les ordures devaient être exploitées et transformées en engrais, afin que la terre gagne en fertilité et en rendement ? Pourquoi alors ne pas exploiter cette autre ordure humaine, afin que les fortunes des riches doublent ?! Pourquoi tel ou tel pacha ne verserait-il pas des milliers de livres, ou des dizaines de milliers de livres, pour acheter des parts dans cette société qui exploitera cette ordure humaine, de sorte que, l'année révolue, ses parts lui reviennent avec un bénéfice qui monte et descend tout comme montent et descendent les parts de n'importe quelle société ordinaire ? Tout doit être exploité, et tout doit accroître la richesse des riches — même le sauvetage du pauvre hors de la pauvreté, du malade hors de la maladie, et de l'ignorant hors de l'ignorance. Il est tout naturel, après tout, d'imaginer une société pour établir des pâturages et élever des animaux et du bétail, car les vaches et les buffles ne doivent pas mourir de faim, ni les moutons et les poulets être exposés à la maladie — exploitons donc la pauvreté des pauvres, la maladie des malades et l'ignorance des ignorants, afin que se réalise cette idée grave pour laquelle Sidqi Pacha et ses semblables luttent : à savoir que les gens soient nourris et guéris, afin qu'ils soient plus aptes à labourer et à semer et à servir leurs riches maîtres.

N'est-ce pas ainsi, Votre Excellence le Président du Conseil ? C'est exactement cela — c'est précisément ce que vous réclamez, encore et encore, et pour quoi vous argumentez, encore et encore ; mais vous, comme les autres riches, et comme les autres hommes qui assument les charges du gouvernement dans les pays conservateurs, vous découpez aujourd'hui en le séparant d'hier, et vous le découpez en le séparant de demain aussi, sans tirer de leçon du passé ni préparer l'avenir. Vous demeurez conservateur encore, ignorant que l'ère de l'exploitation de l'homme est passée, et que l'élimination de la pauvreté, de la maladie et

de l'ignorance est l'un des devoirs de l'État, l'un des postes de son budget, et l'une des fins pour lesquelles les impôts sont prélevés sur ses fonctionnaires.

Réfléchissez donc, pesez la chose, placez votre confiance en Dieu, et abandonnez cet emprunt qui n'accomplira rien du tout ; réformez le budget et relevez les impôts, même si cela vous coûte, par-dessus le marché, beaucoup davantage ; et faites face aux choses comme il convient de leur faire face — ou alors promettez-nous que vous n'accomplirez rien dans votre second ministère, tout comme vous n'avez rien accompli dans votre premier.

Pour vous, Égyptiens, riez de ces graves affaires, car elles ne dureront pas ; et riez de ces hommes qui ne vivent que pour leur propre jour, sans songer ni à leur hier, ni à personne d'autre.

Riez, et que votre rire soit un rire fécond, qui aiguise la résolution, ravive l'espoir, et pousse à l'action — car il existe un rire qui tue les cœurs.